



Il avait été l'une des premières personnalités de la République originaires de la partie anglophone du pays, à prendre publiquement la parole au sujet des manifestations sur fond de revendications des avocats, puis des Anglophones en octobre 2016. Du haut de sa posture de ministre chargé de mission à la présidence de la République et surtout de secrétaire permanent du Conseil national de sécurité – et donc disposant d'un certain niveau d'information -, il rejette la thèse d'une marginalisation sous quelque forme que ce soit des Camerounais natifs des régions sus citées. Tout au contraire, il a cet argument : « Je dirais plutôt preuve à l'appui que le chef de l'Etat, S.E. Paul Biya, a toujours accordé aux Anglophones un traitement préférentiel. Je suis surpris de ce débat qui n'a pas de sens ».

Pour ce haut commis de l'Etat, « aucun homme de bon sens ne peut prendre ces avocats au sérieux », et il est plus qu'évident que « les Anglophones occupent les postes les plus importants au Cameroun. Le directeur général du Trésor et le directeur général des Douanes sont tous originaires du Nord-Ouest. Le Premier ministre chef du gouvernement, le secrétaire permanent du Conseil national de sécurité, le directeur de la Sécurité présidentielle, le président d'Elecam (Elections Cameroon, Ndlr), le président de la Commission nationale des droits de l'Homme, le président du Conseil national de la communication sont tous des Anglophones », défend-t-il. Seulement, il ajoute n'être pas opposé à la création par le chef de l'Etat, d'un comité en charge de réexaminer les problèmes soulevés par les enseignants et les avocats. Les historiens retiendront que cette sortie de Paul Atanga Nji n'aura en rien contribué à apaiser

les esprits.

Source: Quotidient mutation